

VEILLE PORTANT SUR LES EVENEMENTS ANTERIEURS AU 12 MARS ET A L'AGGRAVATION DE LA SITUATION SANITAIRE EN RAISON DE L'EPIDEMIE DE COVID-19 ET AUX MESURES ADOPTEES DEPUIS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES.

Table des matières

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT **2**

- L'ALLEMAGNE EN RETARD POUR PRESENTER SON PLAN ENERGIE-CLIMAT 2
- AMELIORATION NETTE DE LA QUALITE DE L'AIR DANS LES VILLES ALLEMANDES 2
- VERS UNE MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE 2
- IMPACT PLUS IMPORTANT QUE PREVU DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES FORETS ALLEMANDES 2
- LA 6EME EDITION DU DIALOGUE DE BERLIN SUR LA TRANSITION ENERGETIQUE (BETD) PREVUE LES 23 ET 24 MARS PROCHAINS A ETE ANNULEE EN RAISON DE LA PANDEMIE DE CORONA 2
- PRIORITES DE L'ALLEMAGNE DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE 2
- LE FONDS NUCLEAIRE VEUT QUE SES INVESTISSEMENTS SOIENT NEUTRES POUR LE CLIMAT D'ICI 2050 3
- LA PROPAGATION DU COVID-19 EN ALLEMAGNE POURRAIT POSER D'IMPORTANTES PROBLEMES AUX EXPLOITANTS D'INFRASTRUCTURES D'ENERGIE. 3

TRANSPORTS **3**

- L'AUGMENTATION DU BONUS ECOLOGIQUE POUR LES VEHICULES ELECTRIQUES ENTRE EN VIGUEUR 3
- LES CONSTRUCTEURS ALLEMANDS ONT PRODUIT PLUS DE 400 000 VOITURES ELECTRIQUES DANS LE MONDE EN 2019 3
- L'ELECTRIFICATION DES AUTOROUTES OUVRE DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR LE FRET ROUTIER 4
- PREMIERS IMPACTS DU CORONAVIRUS SUR LES TRANSPORTS 4

ENTREPRISES / INTERNATIONAL **4**

- ACCORD POUR LA VENTE DE LA DIVISION ASCENSEURS DE THYSSENKRUPP 4
- OPEL REALISE UN BENEFICE EN HAUSSE EN 2019 5
- L'ALLEMAGNE HAUSSE LE TON FACE A LA RUSSIE SUR LA POLITIQUE DE « LOCALISATION » DES ENTREPRISES ETRANGERES SUR LE SOL RUSSE, LORS D'UNE CONFERENCE ECONOMIQUE A BERLIN 5
- THYSSENKRUPP REMPORTE UN IMPORTANT CONTRAT MARITIME AU BRESIL 5
- FORT IMPACT ATTENDU DU CORONAVIRUS SUR LE SECTEUR AUTOMOBILE ALLEMAND 5
- UN RAPPORT TRIMESTRIEL DE LA FEDERATION DES INDUSTRIES ALLEMANDES (BDI) IDENTIFIE LE COVID-19 COMME « PRINCIPAL IMPACT NEGATIF SUR L'ECONOMIE » 5
- LA FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (DIHK) S'INQUIETE DES CONSEQUENCES DE L'EPIDEMIE EN ITALIE 6
- MAUVAIS RESULTATS ET PROGRAMME D'ECONOMIES POUR CONTINENTAL 6

NUMERIQUE – INNOVATION **6**

- FEU VERT AMERICAIN POUR LE RACHAT DE CYPRESS SEMICONDUCTOR PAR INFINEON 6
- PUBLICATION D'UNE ETUDE SUR LA RESPONSABILITE DES PLATEFORMES DE E-COMMERCE 6

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT

L'Allemagne en retard pour présenter son plan énergie-climat

L'Allemagne n'a pas encore soumis son plan national énergie-climat à la Commission européenne, comme attendu avant le 31 décembre 2019. Le gouvernement explique ce retard par les négociations ardues entre le gouvernement fédéral, le Bundestag et le Bundesrat au mois de décembre sur la traduction législative du volet fiscal du paquet climat. Jusqu'à présent, 19 pays sur 27 ont présenté leur plan national énergie-climat, selon la Commission européenne.

Amélioration nette de la qualité de l'air dans les villes allemandes

Selon l'office fédéral pour l'environnement (UBA), 20 % des stations de mesure ont dépassé en 2019 le seuil autorisé de 40 µg/m³ de dioxyde d'azote (NO₂) en moyenne annuelle contre 42 % en 2018. Principaux motifs : la mise en place de limitations de vitesse et d'interdictions de circuler, la mise en service de bus propres, le renouvellement de la flotte de véhicules, des facteurs météorologiques influant sur la dispersion des polluants dans l'atmosphère. Munich reste la ville la plus polluée avec 63 µg/m³ en moyenne annuelle. Quant au niveau de particules fines (PM 10), aucune ville allemande n'avait dépassé le seuil autorisé (50 µg/m³ en moyenne journalière pendant 35 jours et 40 µg/m³ au maximum en moyenne annuelle). Toutefois, des dépassements des seuils d'information (180 µg/m³) et d'alerte (240 µg/m³) pour ce qui est de la pollution à l'ozone ont été constatés, en lien avec les canicules estivales.

Vers une modification de la loi sur l'économie circulaire

Le conseil des ministres a adopté, le 12 février, un projet de loi modificatif sur l'économie circulaire visant à renforcer la lutte contre le gaspillage. Parmi les principales mesures : l'obligation des institutions fédérales à donner la préférence aux produits recyclables dans les marchés publics ; l'introduction d'un « devoir de diligence » qui étend le champ de la responsabilité du producteur et du commerçant afin de limiter au maximum la destruction des retours de marchandises et invendus ; l'association des fabricants de produits jetables et distributeurs aux frais de nettoyage de l'espace public ; l'augmentation du taux recyclage de certains types de déchets (papier, métal, plastique, verre, déchets ménagers) ; l'obligation de collecte séparée des déchets (biologiques, plastiques, métaux, papier, verre...).

Impact plus important que prévu du changement climatique sur les forêts allemandes

Le ministère de l'agriculture a annoncé s'attendre à 160 millions de mètres cubes de bois endommagé, contre 105 millions estimés jusqu'à présent, en s'appuyant sur une analyse des deux dernières années et une prévision pour cette année. Cela implique de reboiser 245 000 ha (soit une superficie presque aussi grande que la Sarre), contre 180 000 ha prévus jusqu'alors. Le gouvernement fédéral et les Länder avaient déjà acté, fin 2019, un plan forêt de près de 800 M€ pour reboiser les forêts et s'adapter au changement climatique.

La 6ème édition du Dialogue de Berlin sur la transition énergétique (BETD) prévue les 23 et 24 mars prochains a été annulée en raison de la pandémie de corona

Le BETD attire un public international de haut niveau. Pour l'édition 2020, 75 délégations ministérielles du monde entier étaient attendues pour cet événement réunissant quatre ministres fédéraux ainsi que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Cette année le BETD devait porter le "Global Green Deal" ainsi que sur la coopération internationale, notamment en matière d'utilisation de l'hydrogène.

Priorités de l'Allemagne dans le domaine de l'Énergie

Dans le cadre de la présidence du Conseil de l'Union européenne, le gouvernement fédéral entend : 1. Poursuivre l'intégration du marché de l'Énergie avec notamment (i) le développement des interconnexions des réseaux énergétiques entre les EM pour assurer la sécurité de l'approvisionnement du continent et (ii) la poursuite de la promotion de l'efficacité énergétique, ainsi que les énergies renouvelables, la recherche et l'innovation. 2. Fixer deux priorités en matière de politique énergétique : (i) L'éolien offshore pour accélérer les travaux relevant notamment de la coopération énergétique des mers du Nord. (ii) Le gaz pour accompagner son « verdissement » dans le cadre d'une nouvelle réforme législative. 3. Développer la coopération hydrogène entre les États de la mer du Nord, à partir de la production d'énergie éolienne en mer et la conversion en hydrogène.

Le fonds nucléaire veut que ses investissements soient neutres pour le climat d'ici 2050

Le Fonds allemand pour le financement de la gestion des déchets nucléaires (Kenfo) gère 24 Mds euros pour financer le stockage provisoire et définitif des déchets nucléaires allemands. Les exploitants de centrales nucléaires avaient provisionné ces fonds conformément à une obligation légale datant de 2016. Le fonds investit dans des obligations, des actions et des biens immobiliers. Kenfo est le premier fonds souverain à se joindre à une initiative d'investisseurs pour la protection du climat : la "Net-ZeroAsset Owner Alliance", fondée en 2019 sous l'égide de l'initiative financière des Nations unies Unep FI. En tant que membre, Kenfo s'engage à rendre son portefeuille d'investissement climatiquement neutres d'ici 2050. Le fonds a également décidé de ne pas investir dans des entreprises qui exploitent des centrales nucléaires ou qui contrôlent des entreprises exploitant des centrales nucléaires.

La propagation du COVID-19 en Allemagne pourrait poser d'importants problèmes aux exploitants d'infrastructures d'énergie.

Dans un contexte d'épidémie grandissante au COVID-19 et conformément aux recommandations de l'Office fédéral de la protection civile (cf. supra) les quatre gestionnaires de réseau de transport d'électricité (GRT) 50Hertz, Tennet, Amprion et TransnetBWen s'organisent. En étroite coopération avec les autorités, ils ont instauré des plans spécifiques d'évaluation des risques et pris des mesures de précautions exemplaires pour qu'en cas de pandémie, infections et quarantaines parmi les employés, la continuité du service d'approvisionnement en électricité soit assurée. Leur objectif prioritaire est de protéger les personnels opérant le contrôle du système. Enfin, outre l'instauration de mesures de télétravail, tous les déplacements dans les zones dites « à risque » sont interdits, à titre professionnel comme privé.

S'agissant du gaz, l'État avait anticipé et organisé en 2018 un exercice de gestion de crise "Lükex" dédié aux risques de défaillance du réseau gazier. « LÜKEX » est un concept d'entraînement régulièrement réalisé depuis 2004. L'objectif est de passer en revue les plans de crise et d'alerte existants et de signaler les améliorations possibles afin de mieux préparer le gouvernement fédéral et les Länder à des situations de menaces normales et /ou extraordinaires. Les autorités et les énergéticiens du secteur ont été formés aux actions à mener en cas de défaillance d'approvisionnement en gaz, que ce soit en raison de catastrophes naturelles, de sabotages ou d'arrêts de livraisons. Aussi, comme l'ont fait les opérateurs des réseaux de transport d'électricité, les onze opérateurs de réseaux de gaz disposent de salles de contrôle de remplacement en cas de défaillance des salles de contrôle habituelles. La surveillance des accès à ces installations déjà spécialement sécurisées a été renforcée. L'ensemble des mesures prises - quotidiennement évaluées - pourraient être renforcées dans les jours à venir.

Pour assurer une continuité du service, l'Office fédéral de la protection civile a publié, le 10 mars dernier, un plan en cinq recommandations prioritaires préconisant (i) des mesures de quarantaine et(ii) de télétravail en cas de fermeture des écoles et des crèches,(iii) l'établissement de plans priorisant les risques, (iv) la mise en place de services de transports internes en cas d'arrêt des transports publics et (v) des recommandations d'échanges avec les autorités locales pour convenir de mesures spécifiques en cas de mise en quarantaine de régions entières.

TRANSPORTS

L'augmentation du bonus écologique pour les véhicules électriques entre en vigueur

Le 19 février, l'augmentation du bonus écologique pour les véhicules électriques est entrée en vigueur (avec effet rétroactif sur tous les véhicules immatriculés depuis le 5 novembre 2019). Dans le cadre du paquet climat, le gouvernement fédéral a décidé de prolonger le bonus écologique introduit il y a trois ans jusqu'à la fin de l'année 2025 et de l'augmenter de manière significative (+50%). Il atteindra désormais 6000 € pour un véhicule tout électrique et 4500 € pour un hybride pour les modèles d'une valeur maximale de 40 000 €. Au-delà et jusqu'à 65000 €, la prime écologique sera de 5000 € pour les véhicules électriques et 3750 € pour les hybrides. Le bonus sera financé à part égale entre le gouvernement allemand et l'industrie automobile avec pour objectif de stimuler la vente de véhicules dits propres. Ce dispositif s'applique aux véhicules neufs et aux modèles d'occasion récents.

Les constructeurs allemands ont produit plus de 400 000 voitures électriques dans le monde en 2019

La part de marché des constructeurs allemands pour les voitures particulières électriques (BEV + PHEV + HEV) est passée de 51 à 63% entre janvier 2019 et janvier 2020. Huit des dix modèles électriques les plus vendus dans le monde sont de marque allemande. Sur les 400 000 véhicules électriques produits par des constructeurs allemands, 194 000 l'ont été dans une usine en Allemagne – 75% de la production nationale est exportée. L'Allemagne est le troisième

plus grand site mondial de production de véhicules électriques après la Chine et les Etats-Unis. L'offre électrique des constructeurs allemands est substantielle : 50 modèles sont proposés à la vente en Allemagne à date, ce chiffre devrait atteindre 150 d'ici 2023. Selon l'Office fédéral pour la circulation des véhicules à moteur, en janvier 2020, les nouvelles immatriculations de voitures électriques en Allemagne ont atteint un nouveau record avec 16 143 unités (+138 % par rapport à janvier 2019) soit 6,6 % du marché. Le nombre de véhicules hybrides a quadruplé pour atteindre 8 639 unités, tandis que le nombre de véhicules électriques à batterie a augmenté de 61 % pour atteindre 7 492.

L'électrification des autoroutes ouvre de nouvelles perspectives pour le fret routier

Selon une [étude](#) parue en février, menée par plusieurs instituts de recherches et pilotée par l'Öko-Institut de Berlin, l'introduction d'un réseau de 4000 km de voies d'autoroutes électriques permettrait au fret routier de réduire ses émissions directes de gaz à effet de serre de près de 12 millions de tonnes, soit un tiers de émissions de ce secteur. D'ici quinze ans, des caténaires permettant l'approvisionnement électrique pourraient être installés sur environ 4000 km du réseau central – l'étude identifie 17 itinéraires particulièrement adaptés (à noter, près des deux tiers du trafic routier longue distance se fait sur seulement un tiers du réseau autoroutier allemand, qui s'étend sur environ 13 000 km). Les auteurs de l'étude prévoient que, d'ici 2040, un tiers du trafic de camions sur longue distance pourrait être assuré par des véhicules alimentés par caténaires. Les mesures prises dans le cadre du paquet climat prévoient, en outre, qu'un tiers du fret soit électrifié ou basé sur des e-carburants d'ici 2030. Le rail représente actuellement un peu moins de 20 % du fret, contre 75% pour la route. Même avec un report modal ambitieux de la route vers le rail, plus de 50% du fret serait encore routier selon les estimations. Aussi l'électrification des autoroutes ouvre-t-elle des perspectives particulièrement intéressantes pour les chercheurs ; même en tenant compte des émissions de gaz à effet de serre engendrées par la production d'électricité, les camions roulant sur des autoroutes électrifiées pourraient réduire de moitié leurs émissions de gaz à effet de serre en 2025 par rapport aux camions diesel actuels.

Premiers impacts du Coronavirus sur les transports

Dans le secteur aérien : de nombreuses compagnies aériennes en Allemagne ont annulé plusieurs liaisons ou réduit les fréquences vers les zones à risques (surtout vers la Chine mais aussi vers Venise ou Milan). L'action de Lufthansa a chuté de 30% au cours des dernières semaines. Le Coronavirus place le secteur de l'aviation dans une situation de crise aigüe (perte de CA du secteur estimé à 29,3 Md€ cette d'année d'après Klaus-Peter Willsch - CDU, pdt du groupe parlementaire de l'aviation au Bundestag) qui a conduit la fédération professionnelle (BDL) à réclamer un plan d'urgence centré autour (i) de l'assouplissement du chômage partiel, (ii) d'une plus grande flexibilité fiscale et (iii) d'une mise entre parenthèse de la règle des 80/20 (qui conduit les compagnies à faire voler leurs avions vides pour ne pas perdre de créneaux de décollage dans les hubs stratégiques).

Dans le secteur ferroviaire : la Deutsche Bahn a adopté des mesures de prévention face au coronavirus. Si le groupe ferroviaire allemand annonçait ne pas observer, début mars, de baisse importante des réservations, les effets de la crise sanitaire actuelle seront « sensibles », selon un porte-parole. Par ailleurs, les trajets internationaux, notamment vers l'Italie, sont impactés par une baisse de passagers, même si les trains sont presque tous maintenus.

Dans le secteur automobile : le secteur s'attend à un impact économique fort en raison de sa forte dépendance à la Chine. La Chine représente en effet 40% des ventes de véhicules pour Volkswagen, et un chiffre d'affaires de 150 Mds € par an pour les constructeurs allemands et leurs sous-traitants. La fédération de l'industrie automobile allemande (VDA) avait anticipé un recul des ventes de 2% pour 2020 en l'absence d'épidémie et prévoit maintenant une baisse de 7%, les ventes de voitures en Chine ont déjà chuté de 20% en janvier. Le Covid-19 impacte les ventes des marques allemandes, les actions de BMW, Daimler et Volkswagen ont chuté.

ENTREPRISES / INTERNATIONAL

Accord pour la vente de la division ascenseurs de Thyssenkrupp

Le conglomérat Thyssenkrupp, en situation financière difficile, a annoncé, le 11 février, la conclusion d'un accord portant sur la vente de sa division ascenseurs, la plus rentable du groupe. En 2019, elle a généré un chiffre d'affaires d'environ 8 Mds EUR, en croissance de 10 %. L'entreprise souhaitait cette transaction depuis plusieurs mois, pour accroître ses marges de manœuvre financière. La branche devrait passer sous le contrôle d'un groupe d'investisseurs mené par l'Américain Advent International, le Britannique Cinven et la fondation allemande RAG, utilisant des actifs réalisés dans l'exploitation de mines de charbon pour financer la transition énergétique du secteur. La transaction porte sur une valeur d'entreprise de 17,2 Mds EUR, bien supérieure à la valeur boursière de l'ensemble du conglomérat

en bourse (moins de 6 Mds EUR), et plus élevée que l'offre proposée par le Finlandais Kone, concurrent de Thyssenkrupp dans le secteur des ascenseurs. Les partenaires attendent désormais l'accord des autorités de la concurrence, qui devrait intervenir rapidement. La vente pourrait être finalisée d'ici fin septembre 2020. Le syndicat IG Metall a négocié des accords de préservation de l'emploi dans le cadre de cette transaction. Les investisseurs se sont engagés à exclure tout licenciement pour raison opérationnelle jusqu'au printemps 2027. La branche ascenseur de Thyssenkrupp emploie environ 5 000 employés, principalement sur deux sites (Hambourg et Stuttgart).

Opel réalise un bénéfice en hausse en 2019

Le constructeur automobile allemand Opel, filiale du groupe français PSA, a réalisé, en 2019, un bénéfice d'exploitation de 1,1 Md EUR. Il s'agit d'un résultat en hausse par rapport à 2018 (859 M EUR). Ce résultat permet au groupe de verser une prime de 600 EUR à ses employés, pour la première fois depuis 1997. En 2017, Opel passe sous le contrôle de PSA et entame une restructuration profonde. Selon la presse allemande, 4 000 employés ont quitté le groupe, 5 000 suppressions d'emplois ont été réalisées dans des conditions négociées par les syndicats, sur les 15 000 employés que comptait l'entreprise en Allemagne. La presse allemande cite le chiffre de 2 000 suppressions d'emplois supplémentaires. Une garantie d'emploi jusqu'en 2025 existe pour les employés restant. Le Spiegel remarque que ces résultats s'inscrivent dans le contexte général de la bonne santé de PSA en 2019.

L'Allemagne hausse le ton face à la Russie sur la politique de « localisation » des entreprises étrangères sur le sol russe, lors d'une conférence économique à Berlin

Le 18 février 2020 s'est tenue à Berlin une conférence sur la coopération économique entre l'Allemagne et la Russie. Intitulée « L'innovation comme moteur de la croissance », elle a réuni 500 entrepreneurs, dirigeants d'entreprises et représentants politique à la Fédération des Chambres de commerce (DIHK). Le Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie, ainsi que les Ministres russes du Développement économique d'une part, de l'industrie et du commerce d'autre part, y ont participé. Le Ministre allemand a salué la reprise des exportations vers la Russie et a évoqué un Gouvernement fédéral « déterminé et désireux » de développer ses relations économiques avec la Russie, malgré les sanctions européennes. Le Ministre allemand a également annoncé la création d'un groupe de travail germano-russe sur la politique énergétique. La presse relève toutefois des « points politiques difficiles » abordés par le Ministre allemand avec ses homologues russes. Il s'agit principalement des obligations importantes de localisation sur le sol russe d'une partie de la production pour les marchés publics. Le Ministre a également souligné des enjeux de propriété intellectuelle et le cas d'entreprises étrangères écartées des marchés publics russes en cas de refus de se plier à des règles non conformes aux règles internationales. Selon le DIHK, ces « nouvelles pratiques discriminatoires non conformes aux règles de l'Organisation mondiale du commerce » expliquent, ajoutées aux effets des sanctions européennes, le recul des échanges entre les deux pays.

Thyssenkrupp remporte un important contrat maritime au Brésil

La filiale de construction navale de Thyssenkrupp, Thyssen-Krupp Marine Systems vient de remporter un contrat pour la construction de quatre corvettes destinées à la marine brésilienne. L'entreprise allemande construira ces navires en partenariat avec Embraer Defense et Atech, autre filiale du Brésilien Embraer. Le montant de l'opération n'est pas public, mais la presse brésilienne évoque un montant d'environ 2 Mds EUR (1,8 Md). Les navires seront construits au Brésil et devraient être livrés entre 2025 et 2028. Il s'agit d'une commande importante pour le groupe allemand, qui a récemment perdu un contrat destiné à la Marine allemande.

Fort impact attendu du coronavirus sur le secteur automobile allemand

Le secteur automobile s'attend à un impact économique fort de l'épidémie de covid-19 en raison de sa forte dépendance à la Chine. La Chine représente en effet 40% des ventes de véhicules pour Volkswagen, et un chiffre d'affaires de 150 Mds € par an pour les constructeurs allemands et leurs sous-traitants. La fédération de l'industrie automobile allemande (VDA) avait anticipé un recul des ventes de 2% pour 2020 en l'absence d'épidémie et prévoit maintenant une baisse de 7%, les ventes de voitures en Chine ayant déjà chuté de 20% en janvier, et, selon de premières estimations, de 80 % en février.

Un rapport trimestriel de la Fédération des Industries allemandes (BDI) identifie le covid-19 comme « principal impact négatif sur l'économie »

Le document, portant sur le premier trimestre 2020, évoque une « menace de stagnation de la croissance mondiale en 2020 » (titre du rapport) et une situation qui pèse sur les exportations allemandes et les investissements dans l'outil de

production industriel du pays (sous-titre). Le BDI appelle le Gouvernement fédéral à adopter dès à présent des mesures à court terme. Une baisse des investissements dans les outils de production (machines notamment) de 3 % est anticipée en raison de la sous-utilisation des capacités de production. Le BDI rappelle que ce contexte de crise intervient alors que l'industrie allemande est déjà confrontée à sa plus longue période de récession depuis la Réunification. Dans ce contexte mondial incertain, le BDI identifie la demande intérieure comme le principal moteur de la croissance. Des secteurs comme le BTP ou les infrastructures devraient poursuivre leur dynamique de croissance (hausse de 2,5 % des investissements anticipée dans le BTP).

La Fédération des chambres de commerce et d'industrie (DIHK) s'inquiète des conséquences de l'épidémie en Italie

La Fédération des Chambres de commerce et d'industrie (DIHK) s'est prononcé de manière alarmiste, le 25 février, sur l'impact du covid-19 sur le commerce allemand avec l'Italie. Le DIHK rappelle notamment que la Lombardie et la Vénétie constituent les deux premières régions en termes d'échanges de biens et de services avec l'Allemagne (échanges Allemagne – Lombardie supérieurs au commerce Allemagne-Japon, 44,3 Mds EUR contre 44,2 Mds EUR en 2018 ; échanges Allemagne – Vénétie supérieurs au commerce Allemagne – Brésil, 19,7 Mds EUR contre 16,8 Mds EUR, toujours en 2018). Il souligne le caractère intégré des chaînes de valeur entre les régions transfrontalières et voit un risque de « paralysie » des échanges, en particulier concernant des « produits intermédiaires industriels indispensables. »

Mauvais résultats et programme d'économies pour Continental

Le sous-traitant automobile Continental, premier employeur allemand en France, a annoncé des pertes de 1,2 Mds€ pour 2019 (contre un bénéfice de 2,9 Mds€ pour 2018). L'entreprise a annoncé une réduction de la voilure pour s'adapter à la faiblesse du marché automobile, et 7 000 emplois pourraient être en jeu en Allemagne sur les 62 000 que compte l'entreprise. Les réductions d'effectifs devraient se faire principalement en utilisant la négociation sociale (départs volontaires, retraites anticipées), ou des mesures de chômage partiel.

NUMERIQUE – INNOVATION

Feu vert américain pour le rachat de Cypress Semiconductor par Infineon

Le CIFUS (Committee on Foreign Investment in the US) a autorisé le rachat de Cypress Semiconductor Corporation par Infineon Technologies, et ce en dépit de la sensibilité du secteur au titre de la sécurité nationale. Infineon est basée à Munich et issu d'un spin-off de Siemens sur l'électronique. C'est l'un des plus grands bénéficiaires allemands du Projet Industriel d'Intérêt Européen Commun sur la nano-électronique.

Publication d'une étude sur la responsabilité des plateformes de e-commerce

La fédération des associations de consommateurs allemand (VZBV – *Verbraucherzentralebundesverband*) a commandité une étude sur la responsabilité des plateformes de e-commerce, et les manques de protection des consommateurs. L'étude fait le constat d'une insuffisance d'un rôle extrêmement important d'intermédiation de l'information, de la confiance et des transactions, qui n'est pas assortie de règles contraignantes pour les plateformes. Le VZBV recommande d'introduire des obligations plus fortes pour les plateformes en termes de protection des consommateurs, en particulier quand celle-ci manque de transparence vis-à-vis des consommateurs ou si cette dernière a une influence dominante sur les choix du vendeur. De telles réflexions pourraient venir alimenter le *Digital Services Act* en cours d'élaboration par la Commission Européenne.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à berlin@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Alissa ABBOUD, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Catherine LEGRAND, Laurence PAUC, Guillaume PRIGENT, Relu par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 12/07/2019